

Paris, le 20 septembre 2024

BUDGET 2025 : NON AUX SUPPRESSIONS DE POSTES, DE CLASSES ET D'ÉCOLES !

En France, l'école est une des écoles les plus inégalitaires des pays de l'OCDE : à force de la maltraiter et de lui retirer des moyens, les gouvernements successifs l'ont particulièrement abîmée. Depuis 2017, ce sont plus de 8000 postes qui ont été supprimés dans le second degré. Dans le premier degré, tous les moyens se sont concentrés sur les dédoublements en grande section, CP et CE1 en éducation prioritaire au détriment des autres niveaux et des remplacements.

La politique éducative de ces gouvernements, qui se sont succédé, relève d'un même objectif : limiter les dépenses, voire faire des économies, au détriment du service public d'éducation.

Cette politique a eu pour effet de creuser les inégalités entre une école privée qui s'est embourgeoisée et une école publique dénigrée et sous financée. Or, l'accès à une même école publique de qualité est un enjeu démocratique fondamental.

Pourtant, alors que le gouvernement travaille sur le budget 2025, l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche et l'inspection des finances ont rendu à Matignon un rapport concernant les économies à faire sur l'école à travers trois scénarios, tout aussi révoltants les uns que les autres.

Les inspections s'appuient sur la baisse démographique pour proposer des coupes inadmissibles dans le premier scénario : 600 classes supprimées dans le premier degré, entre 1000 et 1450 classes au collège et 1380 à 1820 postes. Le rapport propose de s'attaquer aux classes dont les effectifs sont inférieurs à la moyenne nationale, alors que les classes françaises sont parmi les plus chargées des pays de l'OCDE.

Le second scénario propose de reprendre les moyens consacrés au dédoublement en éducation prioritaire, faisant à nouveau peser les économies sur les 20% des élèves les plus fragiles socialement.

Enfin, le troisième scénario propose de revoir l'implantation des écoles et des collèges selon la démographie scolaire. Cette proposition conduirait à fermer 1925 écoles, soit 4% d'entre elles et de supprimer 4900 postes dans le premier degré, mais aussi 33 collèges et 800 postes dans le second degré.

Ce scénario est inacceptable : il aggrave les inégalités au détriment des territoires ruraux, qui sont déjà privés de services publics auxquels viendraient s'ajouter celui de l'éducation. De même, la politique de « rationalisation » participe à la montée de l'extrême droite. Elle encourage en effet son discours qui consiste à mettre en concurrence les territoires urbains de l'éducation prioritaire et les territoires ruraux dans l'utilisation de l'argent public. Alors que le Rassemblement national est une menace pour l'école et la démocratie, cette politique lui fait la courte-échelle pour atteindre le pouvoir.

Les fermetures de classes et d'écoles, comme les suppressions de postes conduisent nécessairement à une augmentation des temps de trajet des personnels qui a deux effets délétères : la dégradation des conditions de travail des personnels contraints de se déplacer davantage et l'aggravation de la crise écologique avec l'augmentation des déplacements en voiture individuelle dans des territoires peu desservis par les transports en commun.

Le service public d'éducation doit être renforcé partout, la baisse démographique ne doit pas être un prétexte pour faire des économies mais, au contraire, pour rattraper le retard d'investissement des gouvernements dans l'école. Il faudrait plus de 45000 créations de postes pour revenir au taux d'encadrement de 2005.

Pour SUD éducation, aucune école, aucun collège, aucune classe ne doit fermer, aucun poste ne doit être supprimé. Les personnels sont déterminés à défendre le service public d'éducation, leurs métiers et leurs conditions de travail.

SUD éducation porte 5 mesures d'urgence pour le service public d'éducation :

- **la création d'un statut pour les AESH,**
- **l'augmentation des salaires,**
- **la baisse du nombre d'élèves par classe,**
- **la refonte de la carte de l'éducation prioritaire avec le retour des lycées et l'augmentation des moyens,**
- **l'arrêt du financement de l'école privée par l'argent public.**

C'est pourquoi SUD éducation appelle les personnels à la grève le 1er octobre pour défendre les services publics, jour du dépôt par le gouvernement de son projet de loi de finances pour 2025 à l'Assemblée nationale.